



Goodyear: Pourquoi la justice a-t-elle durci le ton envers les auteurs de débordements sociaux?

SOCIAL Huit ex-salariés de Goodyear ont été condamnés mardi à neuf mois de prison ferme pour la séquestration en 2014 de deux cadres dirigeants, une peine d'une fermeté rarissime...



Delphine Bancaud



Publié le 13/01/16 à 14h00 — Mis à jour le 13/01/16 à 14h03



Le site Goodyear d'Amiens-Nord, le 8 janvier 2014 — Christophe Ena/AP/SIPA

Une sévérité inédite qui fait hurler les syndicalistes et certains politiques. Huit ex-salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord [ont été condamnés mardi à neuf mois de prison ferme](https://www.20minutes.fr/lille/1764191-20160112-amiens-neuf-mois-prison-ferme-ex-salaries-goodyear) (<https://www.20minutes.fr/lille/1764191-20160112-amiens-neuf-mois-prison-ferme-ex-salaries-goodyear>) pour la séquestration en 2014 de deux cadres dirigeants de l'entreprise.

Ce mercredi beaucoup de voix, dont celle de la secrétaire d'Etat aux Droits des femmes, se sont élevées pour exprimer leur solidarité avec les salariés condamnés.





Pascale Boistard 
@Pascaleboistard

#Goodyear Au-delà
fonctions et
responsabilités, dev
une si lourde
condamnation, je ne
qu'exprimer mon

ACTUALITÉ DES MARQUES ▼



expectra
groupe randstad

**Se dégager du temps sans procrastiner : la stratégie
de Klotilde**

Découvrir

Inspired by (<http://www.invibes.com>)  invibes

Cette décision de justice est une première, car jusqu'alors les séquestrations, violences ou sabotages par des salariés à bout, étaient rarement sanctionnées. Sur 23 [séquestrations de dirigeants](https://www.20minutes.fr/france/319087-20090409-sequestrations-inquietent-patrons) (<https://www.20minutes.fr/france/319087-20090409-sequestrations-inquietent-patrons>) en France depuis 2009, une seule a donné lieu à une condamnation à une amende. Trois postiers avaient ainsi écopé de 1.500 euros d'amende. Il faut remonter à 1999 pour retrouver une condamnation à deux mois de prison avec sursis à l'encontre de deux manifestants pour avoir retenu le directeur de l'entreprise de chaussures Myrys à Limoux (Aude).

Même le [saccage de la sous-préfecture de Compiègne](https://www.20minutes.fr/france/321283-20090421-salaries-continental-colere-saccagent-sous-prefecture-compiegne) n'avait donné lieu qu'à 1.300 euros de dommages et intérêts, que devaient (<https://www.20minutes.fr/france/321283-20090421-salaries-continental-colere-saccagent-sous-prefecture-compiegne>) verser solidairement à l'Etat six anciens ouvriers de l'usine Continental de [Clairoix](http://maps.google.fr/maps?f=q&source=s_q&hl=fr&geocode=&q=clairoix&sll=48.88073,2.59383&sspn=0.075184,0.156212&ie=UTF8&hq=&hnear=Clairoix,+Oise,+Picardie&ll=49.441399,2.846317&spn=4.758307,9.997559&t=h&z=7). ([http://maps.google.fr/maps?](http://maps.google.fr/maps?f=q&source=s_q&hl=fr&geocode=&q=clairoix&sll=48.88073,2.59383&sspn=0.075184,0.156212&ie=UTF8&hq=&hnear=Clairoix,+Oise,+Picardie&ll=49.441399,2.846317&spn=4.758307,9.997559&t=h&z=7)

[f=q&source=s_q&hl=fr&geocode=&q=clairoix&sll=48.88073,2.59383&sspn=0.075184,0.156212&ie=UTF8&hq=&hnear=Clairoix,+Oise,+Picardie&ll=49.441399,2.846317&spn=4.758307,9.997559&t=h&z=7](http://maps.google.fr/maps?f=q&source=s_q&hl=fr&geocode=&q=clairoix&sll=48.88073,2.59383&sspn=0.075184,0.156212&ie=UTF8&hq=&hnear=Clairoix,+Oise,+Picardie&ll=49.441399,2.846317&spn=4.758307,9.997559&t=h&z=7))

« Un changement de regard de la justice »

Pourtant la séquestration est passible de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende (si elle a duré moins de sept jours) et de vingt ans de réclusion criminelle et de 150.000 euros (si elle dépasse cette durée). « Mais jusqu'alors, les juges décidaient des condamnations modérées pour assurer une forme d'apaisement social. Ils ne considéraient pas uniquement l'acte répréhensible, mais prenaient en compte le sentiment de désespoir des salariés », explique à 20 minutes Patrick Henriot, secrétaire national du [Syndicat de la magistrature](https://www.20minutes.fr/societe/1323342-20140314-mur-cons-presidente-syndicat-magistrature-mise-examen) (<https://www.20minutes.fr/societe/1323342-20140314-mur-cons-presidente-syndicat-magistrature-mise-examen>).

A lire aussi : Violences à Air France : « Les salariés passent à des formes de pressions spectaculaires pour relancer la négociation »

L'affaire Goodyear (<https://www.20minutes.fr/lille/1764439-20160112-amiens-ps-prie-taubira-intervenir-faveur-ex-goodyear>) semble donc marquer un tournant de la justice à l'égard des délits commis dans le cadre de fortes tensions sociales en entreprise : « Cette décision est un changement de regard de la justice sur les mouvements sociaux engendrés par le désespoir. Elle veut désormais se montrer intransigeante dans ces cas-là. Cela prouve que certains juges adhèrent aux principes de l'économie libérale et à la dureté de ses conséquences sociales », estime Patrick Henriot.

Une analyse que ne partage pas Olivier Philippot, avocat en droit social, même s'il fait le même constat : « Pour prendre sa décision, le juge a pris en compte les particularités de l'affaire et la personnalité des anciens salariés. Il a d'abord tranché une question juridique, même s'il a été forcément influencé par le contexte du moment, à savoir l'affaire des [violences à Air France](https://www.20minutes.fr/economie/1702999-20151006-violences-air-france-salaries-passent-formes-pressions-spectaculaires-relancer-negociation) (<https://www.20minutes.fr/economie/1702999-20151006-violences-air-france-salaries-passent-formes-pressions-spectaculaires-relancer-negociation>) ».

Une décision politique pour certains

Outre l'influence du contexte social, certaines voix vont plus loin en déclarant que ces condamnations portent la trace du politique.

« Le procureur de la République a décidé seul de demander une peine d'emprisonnement. Il est le porte-parole du gouvernement et la lourdeur de la condamnation peut nous interroger sur le fait que cette demande a été faite au plus haut niveau de l'État, de l'Élysée ou de Matignon », a ainsi dénoncé mardi sur LCI le numéro un de la CGT, Philippe Martinez.

Sans surprise, [Jean-Luc Mélenchon](https://www.20minutes.fr/dossier/jean-luc_melenchon) (https://www.20minutes.fr/dossier/jean-luc_melenchon) lui a emboîté le pas.



8 ouvriers #Goodyear
condamnés à 24 mois
de prison dont 9 ferme
Pour autant pas de plaisir
Merci Taubira.

Reste à savoir si cette décision de justice sévère restera isolée ou sera suivie par d'autres.
Le jugement des cinq salariés d'Air France poursuivis pour violences en réunion sera
forcément symbolique...

À LIRE AUSSI

 Smartfeed | (<https://www.outbrain.com/what-is/default/fr>)

Sponsorisé

TOIT | LIENS DE RECHERCHE

Combien coûte le remplacement de votre toit ?

Sponsorisé

LA REVUE ECONOMIQUE

Ce nouveau livret d'épargne à 3.89% disponible
partout en France !

Sponsorisé

HYBRIDE | LIENS DE RECHERCHE

Duttlenheim: Les voitures invendues de 2020
partent pour une fraction de leur valeur

20
minutes

Sponsorisé

VOITURES ELECTRIQUES | LIENS DE RECHERC...

Quelle est la voiture électrique la moins chère de
2020 ?

20
minutes